

L'Europe danubienne : la révolution du gaz. La Russie : le pouvoir par les gazoducs

I) Le Bassin danubien : une mosaïque de petits états aux niveaux de vie modestes

A part l'Autriche et le sud de l'Allemagne, le Danube¹ traverse ou limite des pays dont le niveau de vie est nettement au-dessous de la moyenne européenne. Il s'agit de l'Ukraine, de la Moldavie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Serbie, de la Croatie, de la Hongrie et de la Slovaquie.

Le bassin proprement dit du fleuve s'étend sur onze autres pays : l'Italie, la Suisse, la Tchéquie, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine, la Pologne, le Monténégro, la République de Macédoine, la Grèce et l'Albanie. Ici aussi, à part les deux premiers, les pays cités ont un niveau de vie inférieur ou même très inférieur à celui de l'Europe occidentale.

Dans ce qui suit nous excluons de notre étude l'Ukraine et la Pologne dont la part danubienne est marginale. Nous excluons aussi la Suisse, l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie, dont l'économie développée est parfaitement intégrée au reste de l'Europe occidentale.

Il reste alors un ensemble de quatorze pays qui ont quelques similitudes. Leur population est faible. La moitié a moins de cinq millions d'habitants. Seuls quatre atteignent ou dépassent dix millions d'âmes : la Grèce, la Hongrie, la Roumanie et la Tchéquie. Tous ont beaucoup à faire pour rattraper le niveau de développement de l'Europe occidentale. A part la Grèce, ils ont tous connu cinquante années d'économie planifiée, dont ils se sont débarrassés il y a vingt ans.

Ces quatorze Etats sont, au total, à peine plus peuplés que la seule Allemagne.

Leur retard économique se mesure en considérant cette magnifique voie d'eau qu'est le Danube. On estime que seuls 20 à 30% de ses possibilités de navigation sont utilisés, contre 80% de celles du Rhin.

Ces pays constitueront certainement dans quelques années la partie sud-est de l'Union Européenne. Leur avenir est important pour toute l'Union.

Voici quelques chiffres illustrant leur situation :

Pays :	Allemagne ou France	Roumanie	Hongrie	Croatie	Bulgarie
PIB/hab (En dollars)	env. 24000\$	2600\$	5600\$	6300\$	2500\$

Une différence est aussi observée dans les consommations d'électricité par habitant :

Pays :	Allemagne ou France	Roumanie	Hongrie	Croatie	Bulgarie
kWh /hab par an.	Autour de 7000kWh	2100kWh	3600kWh	3700kW	4400kWh

La différence importante avec les niveaux de vie de l'Europe Occidentale aurait pu amener des consommations d'électricité encore plus faibles. Ces pays ont connu une longue période communiste avec une politique volontariste quant à la production d'électricité². Les prix étaient artificiellement bas ce qui entraînait des gaspillages.

Leurs secteurs électriques ont besoin d'investissements importants pour se moderniser et se transformer. Ces investissements sont indispensables à leur croissance économique.

II) Une révolution énergétique en vue : l'arrivée du gaz

¹ Nous prenons la définition traditionnelle du Danube qui prend son nom à Donaueschingen, en Forêt Noire au confluent du Breg et de la Brigach.

² « Le communisme c'est les Soviétiques plus l'électricité » (Lénine)

Le prix du pétrole s'envole, reflet d'une certaine rareté et de l'incertitude politique chez certains producteurs. Par contre, les réserves de gaz sont importantes et l'arrivée du gaz de schiste qui multiplierait celles-ci a déconnecté son prix de celui de l'or noir. Selon l'Agence Internationale de l'Energie la demande européenne de gaz devrait augmenter de 50% en dix ans. Compte tenu de la baisse des réserves de la Mer du Nord, les importations devraient augmenter et atteindre 70% des besoins dans trente ans. Le quart de ces importations vient aujourd'hui de Russie. On peut estimer que cette part pourrait grimper à 50% en 2030.

La part de l'électricité fabriquée à partir du gaz, aujourd'hui 25% augmentera aussi. Le charbon reculera pour des raisons de dégagement de CO2. Le nucléaire est rejeté par plusieurs pays européens. Enfin les centrales à gaz sont indispensables pour suppléer aux productions aléatoires de certaines énergies nouvelles comme le solaire et l'éolien. L'association européenne des compagnies de gaz estime à 25% l'augmentation de la production d'électricité à partir du gaz d'ici 2025, chiffre que nous estimons réaliste.

Les chiffres ci-dessus sont des prévisions, mais la tendance correspondante est certaine : les besoins européens en gaz vont augmenter, et nos importations aussi. Elles continueront à venir abondamment par gazoduc de Russie et peut être en plus d'Asie Centrale.

Dans un avenir proche, les pays danubiens vont connaître une révolution énergétique majeure. Dans toutes les hypothèses, va transiter par eux, ou va arriver chez eux des quantités importantes le gaz russe et/ou celui d'Asie centrale, voire de l'Irak et de l'Iran destiné à l'Europe.

Pour des pays qui n'ont pas accès à des sources d'énergies accessibles et abondantes, ou dont les réserves propres s'épuisent, l'arrivée de ce gaz sera un grand événement économique.

Dès à présent, les projets de gazoducs sont l'objet de rivalités féroces.

Les Russes, par la société Gazprom projettent de construire un gazoduc géant : South Stream qui évitera l'Ukraine pour arriver directement dans l'Union Européenne via la Mer Noire.

Pour limiter la part de gaz russe, la Commission européenne soutient le projet d'un autre gazoduc qui amènerait le gaz de l'Asie Centrale non russe et éviterait le territoire russe : le gazoduc Nabucco.

Il existe d'autres projets privés pour amener du gaz de l'Asie centrale, TAP, ITGI...etc. ...

Quels que soient les projets qui seront effectivement réalisés :

-les premières constructions débiteront l'an prochain. Le gaz pourrait arriver par ces nouvelles installations dès 2015.

-le tiers du gaz provenant de Russie et d'Asie Centrale arrivera par ces quatorze pays du Bassin danubien.

L'Europe danubienne va être le corridor sud de l'arrivée du gaz en Europe.

III) Le projet « européen » Nabucco.

Imaginé dès 2002, Nabucco est un projet de gazoduc porté par la Commission européenne conçu pour diminuer l'importance du gaz russe en Europe. Il pourrait fonctionner en 2017.

Il devrait amener le gaz d'Asie Centrale, voir de l'Irak et de l'Iran, vers l'Europe sans passer par le territoire russe. Il est en concurrence directe avec le projet russe South Stream. L'apport du gaz d'Asie Centrale est capable de diminuer nettement les ventes russes. Le consortium Nabucco Gas Pipeline International a été fondé le 24 juin 2004 à Vienne par six compagnies énergétiques : le bulgare BEH, le turc BOTAS, le Hongrois MOL, l'autrichien OMV, l'allemand RWE et le roumain TRANSGAS. Le 13 juillet 2009, un accord entérine la participation de la Turquie, pays de transit obligatoire. Dès le départ, le problème se pose des pays fournisseurs de gaz. Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, influencés par le grand frère russe, ne se joignent pas au projet. L'Irak n'offre pas pour le moment une situation politique stable. L'Iran est hors jeu. Reste le Turkménistan et l'Azerbaïdjan. Le premier tergiverse, inaugure un gazoduc vers la Chine, renouvelle ses accords avec les Russes.

L'avenir de Nabucco dépend de l'attitude de l'Azerbaïdjan. L'attitude de la Turquie est capitale. Nabucco passe par son territoire...mais South Stream, le projet russe concurrent a aussi besoin du feu vert turc. Il emprunte un tracé qui passe dans la zone d'intérêt économique turque de la Mer Noire.

IV) La stratégie russe énergétique : North et South Stream

L'URSS fournissait à ses satellites (y compris Cuba) du pétrole au-delà de leurs besoins. Les pays de l'Est pouvaient payer ses livraisons avec leurs propres monnaies. Ce système permettait de satisfaire les besoins énergétiques des états frères... de leur procurer des devises fortes car ils étaient autorisés à revendre leur surplus d'or noir. L'URSS « tenait » économiquement de cette façon ses alliés. Du point de vue de l'électricité, les réseaux soviétiques étaient interconnectés avec ceux des pays de l'Est européen. La déconnexion de ces derniers et leur raccordement à l'Europe Occidentale a eu une caractéristique extraordinaire : elle a été le fait des électriciens seuls dès l'effondrement des démocraties populaires. Les politiques occidentaux ont été tenus à l'écart et ne se sont pas aperçus à l'époque de l'opération. Les dirigeants de l'URSS agonisante, eux, l'ont mal vécue et ont protesté. N'est-ce pas que la géopolitique de l'électricité est négligée en Occident ?

La Russie a gardé l'idée : les fournitures d'énergie peuvent être un moyen d'exercer un pouvoir sur les clients. Aujourd'hui, cela passe par le gaz et le bras armé est Gazprom. Il y a un changement : les dirigeants actuels recherchent le profit au moins autant que la puissance.³

Les Russes considèrent l'Europe comme la cliente prioritaire. Elle peut être desservie par gazoducs, ce qui demande moins d'investissements que le transport par méthaniers. Les compagnies européennes ne sont pas aperçues à temps de l'arrivée des gaz de schistes. Elles ont signé des contrats à long terme. Or ces contrats alignent largement le prix du gaz sur celui du pétrole. Ce dernier s'envole. Le consommateur européen paye son gaz deux à trois fois le prix américain, désormais déconnecté de celui du pétrole. Les Chinois, jusqu'ici, n'ont pas accepté un tel coût. La menace russe de préférer la clientèle chinoise fait long feu. C'est dire que malgré des déclarations du type « [l'Europe] doit décider maintenant combien de gaz elle veut...le redéploiement des exportations va rapidement se poser et une fois les décisions d'investissements prises en faveur des nouveaux clients, il sera trop tard. » (Alexander Medvedev, à Paris, en octobre 2011), la Russie a choisi : son client idéal, c'est l'Europe. Elle paie bien, et ses compagnies sont empêtrées dans des contrats à long terme. Il paie en euros, monnaie qui a plus la cote à Moscou que dans certains milieux européens. L'euro, pour les Russes, est un gros deutschemark.

Autre raison : la Russie n'a pas peur de l'Europe, alors qu'elle craint la Chine.⁴

Ajoutons que les Russes ne croient absolument pas aux énergies renouvelables et qu'ils estiment que les Européens auront de plus en plus besoin de leur gaz, du fait du refus du charbon trop polluant et de la baisse des réserves gazières de la Mer du Nord. Leur attitude vis-à-vis du nucléaire européen est nuancée car ils sont aussi fournisseurs de réacteurs.

Les espoirs russes se réaliseront probablement : l'Europe, premier importateur mondial de gaz, achète aujourd'hui le quart de son gaz à la Russie. Elle en achètera probablement la moitié en 2030.⁵ Ainsi des revenus confortables seront assurés ainsi qu'une influence politique non négligeable.

Les plans russes peuvent être dérangés principalement par deux obstacles :

a)-le gaz de schiste. Son irruption a empêché le « débarquement » de Gazprom en Amérique du Nord. La firme russe avait prévu de participer à un projet de port méthanier à Rabaska (Québec). Annulé. L'augmentation de la production de gaz américain (désormais supérieure à la production russe) tend à faire baisser le prix du gaz et à le déconnecter durablement de celui du pétrole. Le gaz de schiste aurait des réserves mondiales largement supérieures aux réserves actuellement connues de gaz. Cela peut faire du gaz l'énergie de l'avenir.

Les Etats Unis, leader en la matière, offrent au monde entier leur technique en la matière⁶, ce qui horripile les dirigeants russes. Les Polonais ont sauté sur l'occasion de se débarrasser du gaz russe et poussent les feux sur leur gaz de schistes. Les Chinois sont très intéressés. Dieu merci pour les Russes, les Bulgares ont réagi différemment! (voir plus bas).

b)-le gaz d'Asie centrale. Voir plus haut : aujourd'hui il s'agit essentiellement du gaz d'Azerbaïdjan, qui pourrait être amené par le gazoduc Nabucco.

³ La Russie « tient » la Belarus par ses livraisons d'énergie suivant un schéma proche de celui qu'utilisait l'URSS. En particulier les réseaux électriques sont interconnectés.

⁴ Déclaration de Bronislaw Geremek à l'auteur en 2010

⁵ Cf. entre autres Colette Lewiner, Capgemini

⁶ En particulier lors d'une conférence du Department Of Energy les 23 et 24 août 2010 à Washington

Les Européens, sauf les Polonais, ne misent pas sur le gaz de schiste, pour des raisons écologiques. Reste le gaz d'Asie Centrale. C'est pourquoi la Commission européenne a imaginé un projet de gazoduc nommé Nabucco qui amènerait le gaz d'Asie Centrale directement vers l'Europe en évitant le territoire russe. Nabucco est l'objet de l'attention constante des Russes afin de l'anéantir.

Outre cette intention meurtrière, la stratégie russe s'appuie sur deux gazoducs géants qui chacun *sont conçus pour transporter environ le tiers des exportations russes actuelles vers l'Europe.*

a)-North-Stream, qui amène directement le gaz russe en Allemagne et irrigue le nord de l'Europe. Le tracé évite les pays éventuellement contestataires, Pologne et Pays Baltes. Inauguré le 7 novembre 2011 en présence de Vladimir Poutine, Angela Merkel ...et François Fillon. Sa capacité sera d'abord de 27,5 milliards de m³ par an et sera porté à 55 milliards de m³ /an par la pose d'un second tube en 2012. Gazprom possède 51% du capital. Les firmes allemandes Wintershall et E.ON tiennent chacune 15,5% des actions et le Hollandais Gasunie et le français GDF Suez chacun 9%.

Ce gazoduc est le fruit d'une décision commune germano-russe. Les relations entre le Chancelier social-démocrate Schroeder et Gazprom ont été critiquées. Il y a une coïncidence dans le temps entre le lancement du projet North-Stream (avril 2001) et la décision Schroeder de sortie du nucléaire (juin 2001). Il a été confirmé officiellement qu'en octobre 2005, le Gouvernement Schroeder a proposé la garantie de l'Etat à un prêt bancaire de North-Stream. Enfin le 12 décembre 2005 est annoncé la nomination de Gerhard Schroeder à la présidence du Conseil de Surveillance de North-Stream. Il avait été Chancelier allemand jusqu'au 23 novembre 2005.

b)-South Stream, qui amènera directement le gaz russe de Russie en Europe du Sud en évitant l'Ukraine, le transit par ce pays posant des problèmes récurrents. Le gazoduc aura une partie offshore par la Mer Noire et abordera l'Europe par la Bulgarie. Ensuite il devrait amener le gaz russe dans l'Europe danubienne jusqu'en Autriche et l'Europe du Sud jusqu'à l'Italie, via la Grèce. Le projet vise une capacité de 63 milliards de m³/par an. Son capital est partagé entre Gazprom ,50%, la compagnie italienne ENI, 20%, EDF et Wintershall, 15% chacun. EDF s'intéresse au projet pour sa filiale italienne Edison.

La construction de South Stream devrait commencer fin 2012 et s'achever en 2015.

V) L'Europe sans politique gazière.

La Commission européenne, soucieuse de limiter la part russe dans notre approvisionnement énergétique, soutient le projet Nabucco. Elle est appuyée par les Etats Unis, inquiets de la montée en puissance de la Russie.

Par contre les différents pays européens intéressés par les projets concurrents South Stream et Nabucco estiment que les deux gazoducs sont « complémentaires ». Cet avis est officiellement partagé ...par les Russes, ce qui montre la vacuité du point de vue.

Les pays de l'Union Européenne laissent la Commission isolée pour « porter » le projet Nabucco. Elle se retrouve seule avec les Etats Unis pour défendre l'indépendance énergétique de l'Union Européenne.

Les pays qui seraient traversés par le gazoduc South Stream ont *tous* donné leur accord : la Bulgarie, la Serbie, la Croatie, la Slovaquie, la Grèce, la Hongrie et l'Autriche. D'une manière générale, des compagnies locales seront associées, d'une manière ou d'une autre au projet. Dans le cas de la Serbie, la compagnie locale d'hydrocarbures, NIS, est passée sous la coupe de Gazprom. En Autriche, une co-entreprise OMV (compagnie locale) –Gazprom transformera la plate forme de Baumgarten.

Des accords ont été passés également avec la plupart des pays qui pourraient recevoir du gaz via South Stream : comme la Roumanie, et même le Monténégro.

Certes les pays que le gazoduc européen Nabucco traverserait ont *aussi tous* donné leur accord. Puisqu'ils estiment que les deux projets sont « complémentaires » !

Les trois « grands » pays européens intéressés par les deux projets concurrents montrent la même ambiguïté. Certes ils soutiennent Nabucco et ont approuvé le déblocage de deux cents millions d'euros pour le projet par la Commission. Mais chacun a laissé une grande entreprise rentrer dans le capital de South Stream : EDF pour la France, Wintershall pour l'Allemagne, l'ENI pour l'Italie.

Pour son approvisionnement en gaz, l'Union Européenne n'a pas de politique.

VI) La Bulgarie, tête de pont de la Russie. Affrontement avec les Etats Unis.

Alors que la Pologne a décidé d'exploiter ses réserves de gaz de schistes, le Parlement bulgare a voté à une forte majorité le 18 janvier 2012 l'interdiction d'utiliser « la technologie de fracturation hydraulique pour l'exploration de pétrole et de gaz ». Ce vote a été précédé de manifestations anti gaz de schiste dans plusieurs villes du pays dont Sofia et Varna.

La Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'est rendue en Bulgarie le 5 février 2012 pour tenter de convaincre les Bulgares d'exploiter leur gaz de schistes. L'Ambassadeur américain a rappelé que les Bulgares payaient leur gaz deux à trois fois plus cher que les Américains (sous-entendu grâce au gaz de schiste). Hillary Clinton, pour maintenir la pression a décidé qu'un envoyé spécial, Morgan Morningstar, chargé des questions énergétiques eurasiennes, se rendrait prochainement à Sofia.

La Bulgarie a probablement des réserves de gaz de schiste qui lui donneraient son indépendance gazière pour plusieurs générations et qui lui permettraient de se passer des fournitures russes qui aujourd'hui satisfont la totalité de ses besoins.

Certes, il existe en Bulgarie un courant écologiste important, qui a joué un rôle notable dans le renversement du communisme. Néanmoins, la victoire rapide et complète des manifestants anti gaz de schiste contre la Compagnie américaine Chevron, qui avait obtenu des permis de recherche, laisse rêveur certains observateurs bien placés.

Le premier mouvement démocratique bulgare s'appelait « Eco glasnost » et alliait la lutte pour les droits de l'homme et la défense de l'environnement. Fondé en avril 1989 Eco glasnost est à l'origine de la chute du dictateur communiste Jikov en novembre 1989. L'un de ses fondateurs l'écrivain Edvin Sugarev ne reconnaît pas ses troupes et écrit dans le site « Svobodata » :

« Honnêtement j'ai du mal à concevoir qu'une poignée de protestations bien organisées et certainement bien financées contre le gaz de schistes soient parvenues à concilier gouvernement et opposition ... Je crois que les députés ont sécurisé le monopole de Gazprom dans notre pays, avec la perspective que la Bulgarie continue de payer à l'avenir l'un des prix les plus élevés en Europe ».² Sans qu'une collusion soit prouvée, il est évident que le vote du Parlement bulgare interdisant, dans les faits, l'exploitation du gaz de schiste, correspond aux vœux de Gazprom et du pouvoir russe.

La Bulgarie est stratégique pour les ambitions russes. « La Bulgarie est la tête de pont de South Stream vers l'Europe comme l'Allemagne l'est pour North Stream. »⁷ Le gazoduc South Stream surgira de la Mer Noire près de Varna.

A part une petite production nationale *tout l'approvisionnement en gaz de la Bulgarie vient aujourd'hui de Russie.* (via l'Ukraine). Le poids de la Russie ne se limite pas au gaz. « Le secteur énergétique de la Bulgarie reste sous la forte influence de la Russie, influence d'autant plus remarquable qu'elle progresse depuis 2000, avec le rachat de l'unique raffinerie du pays, et que les entreprises russes cherchent à diversifier leur présence dans les énergies renouvelables (biomasse) en s'appuyant sur la proximité culturelle russo-bulgare. La Russie représente près des deux tiers des importations, pesant pour 97% du gaz naturel, 94% du pétrole brut, 54% du charbon et 100% des autres combustibles. »⁸ Il y a bien aujourd'hui un contentieux concernant la construction par les Russes d'une nouvelle centrale nucléaire à Béléné (Les Russes ont déjà construit la centrale nucléaire existante de Kozloduy). Mais cette divergence n'est-elle pas offerte aux Occidentaux pour montrer une certaine indépendance ... alors que les centrales à gaz suffiront à maintenir les exportations électriques du pays ?

VII) L'affirmation de la puissance turque : oui à Gazprom

La Turquie est lasse des attermoissements de l'Europe quant à sa candidature à l'Union européenne, déposée ... en 1987. Elle s'exaspère du rappel constant du génocide arménien.

Elle est devenue une puissance régionale et désormais plaire à Bruxelles n'est plus une priorité. La Turquie a noté la croissance de la puissance politique et économique de la Russie.

⁷ Website officiel de South Stream.

⁸ France-Diplomatie : la Bulgarie

Les Russes ont été choisis pour construire la première centrale nucléaire turque à Akkuyu sur la Méditerranée.

Les Turcs auraient pu tuer le projet de gazoduc géant russe South Stream et en conséquence donner un atout majeur au projet européen Nabucco. Il suffisait qu'ils ne donnent pas leur accord pour le passage de South Stream dans leur zone d'intérêt économique de la Mer Noire. Le 19 juillet 2011, le Président russe Medvedev rencontre la Chancelière allemande Angela Merkel. Il est persuadé que les Turcs vont refuser le passage à South Stream. Il demande la possibilité d'augmenter la capacité du gazoduc russe North Stream et la Chancelière accepte.

Fin décembre 2011, les Russes exultent et Poutine fait part de sa gratitude au Premier Ministre turc Erdogan. La Turquie vient de donner son accord au passage de South Stream.

Certes la Turquie reste officiellement partenaire du projet européen concurrent, Nabucco, et a accueilli le 8 juin 2011 à Kaysen, la conférence qui a établi le cadre juridique du projet. Curieusement le Gouvernement turc est fort discret sur cet évènement.

En 2008, la Turquie avait mis son veto à l'entrée de Gaz de France dans Nabucco (du fait du vote d'une loi en France concernant le génocide arménien). La conséquence a été qu'aucune entreprise française n'est partie prenante du projet européen. GDF s'est rallié au projet russe North Stream...et EDF à South Stream.

Dans la foulée du feu vert turc, Poutine ordonne à Gazprom de commencer la construction de South Stream dès la fin de 2012, pour une mise en service en 2015.

VIII) Le petit frère d'Azerbaïdjan

Turcs et Azéris sont proches par leur langue, leur religion et ethniquement. Les deux pays développent une certaine coopération. Le rapprochement esquissé entre Turcs et Arméniens s'est rapidement arrêté devant le rappel des différents arméno-azéri sur le Haut Karabach.

L'Azerbaïdjan, dont les réserves de gaz sont les seuls qui permettraient à terme de remplir le gazoduc Nabucco, et concurrencer ainsi les livraisons de South Stream, a choisi la même stratégie que la Turquie : jouer sans complexes sur tous les tableaux. Ainsi le pays a décidé d'augmenter ses livraisons vers la Russie. Gazprom pourrait ainsi fournir du gaz azéri à l'Europe via son gazoduc South Stream.

Parallèlement le consortium mené par le Britannique BP qui gère le gisement géant de Shah Deniz, a choisi de privilégier le choix du gazoduc TAP. Celui-ci doit relier Thessalonique (Grèce) à Brindisi (Italie) via la Grèce et l'Albanie. Il est en concurrence avec un autre gazoduc ITGI, qui doit relier la Caspienne à l'Italie, via la Turquie et la Grèce. Le premier est porté par le Suisse EGL, le norvégien Statoil et l'Allemand E.ON. ITGI est porté par Edison (donc EDF) et le Turc Botas.

Une autre décision doit être prise concernant le gaz azéri (la part qui ne passerait pas par South Stream), vers la Grèce. Cela pourrait être Nabucco...ou un autre projet.

En conclusion : le Bassin danubien gagnant.

En tout état de cause, l'Europe danubienne accueillera prochainement des gazoducs très importants. Les mises en service se placeront de 2015 à 2020. Le gaz viendra de Russie, mais aussi probablement d'Azerbaïdjan. A plus long terme d'Irak, quand la situation politique le permettra. Et d'Iran si un jour les tensions politiques disparaissaient. La Russie, par ses ventes de gaz cherche à asseoir son influence.

Cet évènement économique en permettant l'accès à une source importante d'énergie dont les perspectives de prix sont bien meilleures que celui du pétrole, sera un facteur important de croissance économique.

Les gazoducs seront « structurants » pour les pays traversés ou desservis.

Les prix du gaz pourraient baisser si l'Union Européenne parlait d'une seule voix à la Russie, à la Turquie et aux pays d'Asie Centrale. Cette absence de politique commune nous coûte fort cher.

Les quatorze pays considérés ne sont pas riches en capitaux. L'arrivée du gaz va autoriser le développement de centrales à gaz, ce qui transformera profondément, en les modernisant les secteurs électriques locaux.

